

Daniel Bensaïd

Conférence à la Sorbonne

Trame d'une intervention faite à la Sorbonne, le 20 mars 1998. Nous ne connaissons pas le cadre précis de cette intervention.

Il y a quelques années une telle réunion aurait eu un autre ton.

Aujourd'hui, Marx n'a pas besoin d'être défendu. Il se porte plutôt bien. Il a passé un mauvais moment dans les années quatre-vingt ou au début des quatre-vingt-dix.

Mais il est pléiadisé. Son avenir est assuré.

Si le cœur de son œuvre est bien la critique de l'économie politique, la meilleure preuve de l'actualité de Marx, c'est le capital lui-même. Tout comme la preuve suffisante de l'actualité de la lutte des classes, c'est le baron Seillières en personne. Marx n'est certainement pas un point d'arrivée, le dernier mot de la critique, mais certainement un point de départ et de passage. Le risque qui le guide aujourd'hui c'est l'appropriation et la neutralisation par la marxologie académique.

Comme il faut trouver un créneau, et comme nous en sommes au cent cinquantaire du *Manifeste*, j'ai choisi d'insister sur la part subversive et militante inhérente à cette critique, en la rapportant à quelques questions brûlantes de notre actualité.

1. On nous parle dans le jargon de la modernité journalistique de mondialisation. C'est une description. Comme si le monde devenait naturellement monde. Comme s'il convergeait vers plus d'homogénéité et de justice. Comme s'y réalisait enfin l'universalité de l'espèce. Mais la description n'explique rien.

Partir de Marx, c'est suivre au contraire un fil explicatif, percer le secret de cet élargissement constant, de cette extension, de cette accélération de l'histoire aussi, qu'on nous décrit comme un mouvement mécanique. La critique de l'économie politique en perce le mystère dès l'origine. Ce mouvement est l'expression de la logique intime du capital, de sa dynamique expansive, de son accumulation élargie, de sa course au profit.

Mais, loin d'homogénéiser le monde, cette logique est celle d'un développement inégal et combiné, de plus en plus mal combiné de nos jours. Loin d'harmoniser les rapports sociaux sur la planète, la mondialisation marchande, qui n'est en réalité que la généralisation planétaire des rapports marchands, est inégalitaire et violente. Elle réalise une universalité tronquée et redéfinit des rapports de dépendance et de domination.

La crise asiatique, modèle du développement, signifie ainsi une colossale reconcentration de richesses.

2. La crise, dont on parle également, n'est pas une crise ordinaire, une banale crise routinière. Elle prend l'allure d'une véritable crise de civilisation, dont le secret réside dans l'irrationalité croissante de la mesure marchande par rapport aux besoins humains et à la reproduction des conditions naturelles.

Ainsi on parle de crise du travail, voire de fin du travail.

Il s'agit en réalité de la crise d'une forme historiquement déterminée du travail, le travail salarié qui fait face au capital, le rapport salarial. Ce qui caractérise précisément les sociétés capitalistes, c'est la centralité de ce rapport. Les autres rapports sociaux (de sexe, de génération) ne s'y réduisent certes pas. Mais, comme le dit Jean-Marie Vincent, il les

«retravaille», les conditionne, les transforme, en se les subordonnant.

Ce qui se passe, et que Marx avait étonnamment prévu, c'est que, plus le travail devient socialisé et complexe, plus il incorpore de travail intellectuel et de savoir accumulé, plus la mesure de tout le rapport social et de toute la richesse à la seule aune du temps de travail abstrait déterminé par le marché, se révèle misérable et irrationnelle, la loi de la valeur se révèle incapable de réguler l'échange si ce n'est au prix d'un coût social croissant (chômage, précarité, exclusion).

Il existe d'autre part toute une série d'activités sociales difficilement réductibles à l'étalement du temps de travail qui prévaut dans la sphère de la production. Ainsi, comme le note Meillassoux, le travail domestique relève d'une autre temporalité que le travail salarié. Il ne saurait être comptabilisé dans les mêmes termes. Plus généralement, c'est le secret d'un paradoxe apparent : pourquoi les énormes gains de productivité, au lieu de permettre la satisfaction de nouveaux besoins ou le développement du temps libre, se traduisent-ils par le chômage et l'exclusion. Entre autres par la difficulté à transférer ces gains dans le domaine des services personnels. On peut réduire de 10 à 1 le temps nécessaire à la production d'un objet, mais pas celui nécessaire à l'éducation ou aux soins en respectant les critères de rentabilité et de profit. À moins donc d'intégrer ces secteurs dans le domaine de la concurrence marchande.

3. L'autre versant de la crise de civilisation, c'est la crise écologique. Il serait évidemment dérisoire de prétendre que Marx a été un pionnier de la critique écologique. Il partage à n'en pas douter l'enthousiasme, l'optimisme et les illusions scientistes et productivistes de son

époque. Dans une certaine mesure, du moins. Car sa pensée n'est pas si simple et unilatérale. Sa critique de l'économie politique le conduit à une critique d'une conception du progrès qu'il qualifie d'abstraite, mécanique, qui ne prend pas en compte les conditions sociales réelles dans lesquelles s'inscrivent les innovations scientifiques et techniques. Il constate ainsi que la plupart des progrès soumis à l'impératif de profit ont leur envers de dégâts et de régression.

En effet, la logique marchande de rentabilité immédiate ignore les effets de seuil, d'amplification, d'irréversibilité, propres à la biosphère (effet de serre, déchets). La critique écologique met au contraire en évidence l'incommensurabilité entre le temps immédiat de la production déterminé par le marché, et le temps de la reproduction des conditions de vie de l'espèce à l'échelle de la biosphère. À ce niveau, les lésions peuvent être irréversibles, et l'introduction d'écotaxes visant à prendre en compte leur coût social, si elle peut constituer un correctif et un palliatif, ne permet pas pour autant de ramener des phénomènes de cet ordre macroscopique à l'échelle des réalités marchandes.

Ainsi, il y a contradiction flagrante entre le sommet de Kyoto et, en même temps, les négociations de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et du Nouveau marché transatlantique (NTM).

4. D'autres critères du progrès.

5. Ce monde est à changer. C'est plus urgent que jamais.

À révolutionner donc. L'idée de révolution, sous sa forme moderne, s'est imposée à partir de la République française. Elle s'est chargée d'une triple signification. Une signification

mythique d'abord, au sens sorélien s'entend, c'est-à-dire l'aspiration générale à une humanité libérée. Un sens programmatique, ensuite, qui se dessine autour de la grande fracture sociale des révolutions de 1848, et dont le *Manifeste* est la meilleure expression. Un sens stratégique enfin, autour de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe (le vocabulaire militaire gagne alors les controverses du mouvement ouvrier).

D'un point de vue programmatique, qui est celui du *Manifeste*, la question de la propriété est « la question fondamentale du mouvement ». Sur ce point, par-delà les divergences, les courants socialistes sont au moins d'accord. C'est même ce qui les fait tous ce revendiquer du socialisme. Lorsque Fabius s'interroge, il n'a pas tort.

Or, marché, rapport de travail (exploitation) propriété vont de pair, sont indissociables. On ne peut s'attaquer au despotisme du marché (et à ses formes modernes et anonymes de marchés financiers) sans mettre en cause la propriété qui est derrière, et qui, loin de se dissoudre s'est renforcée. La dissémination des titres de propriété est en effet parfaitement compatible avec sa concentration effective. Et l'on en vient aujourd'hui, à travers des traités tels que le NTM ou l'AMI à opposer la souveraineté privée des entreprises ou des investisseurs, à la souveraineté politique des États (quoi que l'on pense par ailleurs des limites de cette démocratie).

Nous assistons en réalité à un mouvement de privatisation qui touche non seulement les moyens de production et de communication, mais l'espace public (privatisation de la monnaie, de la justice, de la violence, de l'éducation, de la santé), et la privatisation de ce que Petrella appelle le bien commun, des biens fondamentaux tels que l'eau, l'air. Que signi-

fie en effet le droit à polluer moyennant une taxe que les Américains exigeaient en contrepartie de leurs concessions à Kyoto, si ce n'est un droit privé à corrompre l'air de tous ? Et quel rapport entre la privatisation de l'eau et la puissance de la Générale des eaux qui lui permet de se transformer en empire médiatique (si ce n'est que ce sont deux affaires de tuyaux).

Certes, les nationalisations à la mode 1981 ont compromis l'idée même de la propriété sociale. Elle se pose toujours, pourtant, y compris à l'échelle européenne ou internationale. Il faut donc retrouver une pédagogie : à partir du service public, du bien commun, de la question écologique. Car la temporalité de l'écologie, la longue durée des phénomènes qui la concernent, ne saurait s'accommoder des arbitrages marchands à court terme, donc du bon plaisir privé de la propriété. À partir de cette conviction, toutes les formes de coopérative ou d'autogestion, combinées dans un cadre planifié à des rapports marchands subordonnés, sont envisageables.

6. L'autre grande question programmatique abordée comme centrale dans le Manifeste, c'est celle de la conquête du pouvoir politique, le prolétariat étant appelé à « se servir de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie ». À l'époque de Marx, cette prise du pouvoir est synonyme de l'avènement de la démocratie politique la plus large et elle s'inscrit initialement dans le cadre national où sont structurés des rapports de classe spécifiques, en fonction d'un marché et d'un droit national.

Aujourd'hui, changement d'échelle.

Discordance des espaces et des temps.

Dissémination des pouvoirs et redistribution de la souveraineté.

Au-delà des affaires, de la corruption, le discrédit de la politique exprime une difficulté fondamentale. Et l'heure est venue de prendre tout à fait au sérieux la mise en garde d'Hannah Arendt contre « le risque que la politique disparaisse complètement du monde », engloutie entre l'automatisme impitoyable de l'horreur économique et les consolations humanitaires dominicales.

L'action politique suivant une échelle mobile.

Et l'invention d'un nouvel internationalisme.

7. Enfin, la partie du *Manifeste* qui fait souvent le moins l'objet d'attention, parce qu'elle paraît la plus datée, parce qu'elle polémique avec des noms oubliés, n'en trace pas moins des pistes toujours pertinentes quant à l'outil partisan de la lutte politique et aux grands courants qui traversent depuis le mouvement ouvrier.

Marx récuse « l'ingéniosité » et « la force de l'exemple ».

Le *Manifeste* est une anti-utopie qui vise à rendre manifeste précisément le mouvement réel d'abolition de l'ordre établi. Les grandes utopies voient trop loin, et fatiguent la vue disait Blanqui. Les plans de cité parfaite, faute de pouvoir être réalisés, finissent débités au détail au marché noir des réformes, dit Sorel.

Les livres de Gorz, dont le dernier, particulièrement intéressant, parce qu'ils vont au cœur du malaise, au cœur des rapports de pro-

duction et d'exploitation, et parce qu'ils proposent des solutions dont la caractéristique est l'ambivalence. Ces solutions marquent une tendance possible de libération et peuvent tout aussi bien, faute de s'inscrire dans la modification réelle du rapport de forces politique et social, finir comme des béquilles de la modernisation libérale.

Exemple 1 : les Sels et les réseaux coopératifs. L'autoproduction et le troc. Expériences. Mais quel rapport avec un marché qui reste dominant ?

Exemple 2 : le revenu universel inconditionnel (un revenu, c'est un dû). Mais quand on passe au chiffrage et à l'hypothèse du travail intermittent, soit on conçoit un système de redistribution plus fort (présupposant la socialisation), soit on arrive à un dû misérable, et à une nouvelle plèbe (le RMI et des jeux télévisés).

8. L'autre cible de Marx dans le *Manifeste* (et déjà dans les *Manuscrits de 1844*), n'est autre que le « communisme grossier » ou « l'égalitarisme grossier ». La socialisation sans la pénurie, sans développement des forces productives, au moins à un certain niveau n'aboutit pas au dépérissement du salariat et à l'épanouissement de l'individu créatif mais à la « généralisation du salariat » selon une discipline de caserne. Elle n'aboutit pas au dépérissement de l'Etat, mais à l'étatisation de la société.

Avertissement qui prend à la lumière du siècle finissant toute sa valeur.

9. Enfin, sur la part d'héritage du *Manifeste* qui semble la plus problématique aujourd'hui :

– l'idée du dépérissement de l'Etat, reprise par Lénine dans *L'Etat et la Révolution*, est plus libertaire que démocratique : elle permet de faire l'économie d'une réflexion institutionnelle et juridique sur la sphère politique, sur les contradictions de la représentation, sur les tensions de la démocratie ;

– la réponse apportée à la difficulté majeure (comment la classe dominée peut-elle devenir dominante) semble se résumer à un pari sur la transformation de la classe sociale en classe politique, comme si cette expression politique de la classe était le prolongement naturel inéluctable de sa condition sociale ; on sait aujourd'hui d'expérience qu'il n'en est rien et que la question est autrement complexe.

Il n'en reste pas moins que le télescopage des deux hypothèses favorise l'identification de la classe, du parti, de l'Etat (supposé dépérisant), l'absorption totalitaire du social dans l'Etat bureaucratique, et la négation du pluralisme au nom de l'homogénéité du corps social.

Cette part obscure de l'héritage, nous devons aussi l'assumer.

Pour opérer son retournement critique.

Archives personnelles
1998